



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
Du Jeudi 23 mars 2023
Compte rendu par extraits
Conformément aux articles L 2121-25 et R 2121-11 du CGCT

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de Maître Jordan DARTIER, Maire.

Présents :

Mmes et MM. Jordan DARTIER, Bernard SAUCEROTTE, Sandrine MAZARS, Claude DAULIACH, Pascale GENIEIS-TORAL, Jacques BOLINCHES, Nicole LEFFRAY-VINCENTS, Jean-Luc PRADES, Muriel PRADES, Pierre ROS, Chantal MESLARD, Gilbert GIMBERNAT, Maryse OLIVÉ, Marie SANCHEZ-RUIZ, Carole MAUREL, Isabelle E SILVA PENDRELICO, Carl COIGNARD, Jean-Philippe COMPAN, Sylvie MACEL, Nadine CABANEL, Roger GUERIN, Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI, Elisabeth CERNEAU, Yvon MARTIN.

Procurations :

Lucien BABAU-RODRIGUEZ donne pouvoir à Bernard SAUCEROTTE.

Absent excusé :

Elie SOTOMAYOR.

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte, après avoir constaté le quorum, à 18h00.

Sandrine MAZARS est désignée secrétaire de séance.

Le compte rendu de la séance du 16 février 2023 sont approuvés à l'unanimité.

Ordre du jour

Délibération n°2023-03-23-1a

Objet : Approbation de la Convention cadre de Mécénat

Les lois n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat et n° 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations ainsi que les évolutions de la législation dans ces domaines ont doté la France d'un ensemble de dispositions juridiques et fiscales particulièrement propices au développement de la générosité privée au profit d'œuvres et d'organismes reconnus d'intérêt général.

Le mécénat se définit comme « le soutien matériel apporté par une personne physique ou morale, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général ».

Les différentes formes de mécénat sont les suivantes :

Don financier ;

Don en nature ;

De compétence ;

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice des projets d'intérêt général portés par la ville de Vias dans le cadre de la préservation de la qualité de vie de ses habitants et du développement de l'attractivité du territoire communal.

Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint et dans le but de soutenir la vie culturelle locale, le mécénat constitue une opportunité de ressources complémentaires à l'effort financier déployé par la ville de Vias et ses partenaires publics et institutionnels.

C'est dans ce contexte que la ville de Vias souhaite s'engager dans une politique de mécénat en appui des projets communaux.

MONTANT DU DON	1.000 €	1.500 €	5.000 €	12.000 €	20.000 €
COMPENSATION DANS LE CADRE DU PROJET SOUTENU	<i>Soit 400 € après réduction d'impôts</i>	<i>Soit 600 € après réduction d'impôts</i>	<i>Soit 2000 € après réduction d'impôts</i>	<i>Soit 4800 € après réduction d'impôts</i>	<i>Soit 8000 € après réduction d'impôts</i>
<u>Visibilité :</u>					
Logo + lien sur le site internet	✓	✓	✓	✓	✓
Post sur les réseaux sociaux			✓	✓	✓
Logo sur le programme			✓	✓	✓
Portrait sur les réseaux sociaux			✓	✓	✓
Logo sur les affiches pub 120x176 cm				✓	✓
<u>Accès aux manifestations :</u>					
Invitations	4	6	10	30	40
Organisation d'une visite privée	✓	✓	✓	✓	✓
<u>Relations publiques :</u>					
Mise à disposition du Théâtre de l'Ardillon				1	2

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (26 Pour / 2 Abstentions / 1 Absent)

ABROGE la délibération n°2019-09-26-1c en date du 26 septembre 2019 ;

APPROUVE la Convention cadre de Mécénat en annexe ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer la convention de partenariat ci-annexée et tout acte s'y afférant ;

Délibération n° 2023-03-23-1b

Objet : Convention de partenariat avec la société Fabrikus World pour la vente du Pass viassois

L'accès au divertissement et à l'animation est une mission essentielle de la ville de Vias.

A ce titre, la commune souhaite développer, dans ces domaines, des partenariats avec les professionnels locaux.

Ainsi, la ville entend conclure un partenariat avec la société Fabrikus World et proposer aux viassois l'accès au parc d'attraction à un tarif préférentiel, soit une réduction de 15€ pour l'achat d'un Pass sur présentation d'un justificatif de domicile.

Ce Pass Viassois offre un accès illimité à l'ensemble du site sur 12 mois.

Prix public Pass Fabrikus :

Enfant (-12 ans) = 69€

Adolescent (12 à 17 ans) = 89€

Adulte (+18 ans) = 99€

Prix Pass Viassois : réduction de 15€ par Pass

Enfant (-12 ans) = 54€ / soit 22% de remise

Adolescent (12 à 17 ans) = 74€ / soit 17% de remise

Adulte (+18 ans) = 84€ / soit 15% de remise

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE la convention de partenariat entre la ville de Vias et la société « Fabrikus » ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer la convention de partenariat ci-annexée et tout acte s'y afférant ;

Délibération n° 2023-03-23-2a

Objet : Compte de Gestion 2022 du budget principal de la Commune.

Le Compte de Gestion constitue la reddition des comptes du comptable public à l'ordonnateur.

Il doit être voté préalablement au Compte Administratif.

Le Compte de Gestion 2022 de la Trésorière pour le budget principal de la commune est en concordance avec le Compte Administratif.

La Trésorière Principale a repris dans ses écritures le montant des titres de recette émis et celui de tous les paiements ordonnancés en 2022. Elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Le Compte de Gestion du budget principal de la commune n'appelle aucune observation ni réserve.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE le compte de gestion 2022 du budget principal de la commune.

Délibération n° 2023-03-23-2b

Objet : Compte de Gestion 2022 du budget annexe du Théâtre de l'Ardailon.

Le Compte de Gestion constitue la reddition des comptes du comptable public à l'ordonnateur.

Il doit être voté préalablement au Compte Administratif.

Le Compte de Gestion 2022 de la Trésorière pour le budget annexe du Théâtre de l'Ardailon est en concordance avec le Compte Administratif.

La Trésorière Principale a repris dans ses écritures le montant des titres de recette émis et celui de tous les paiements ordonnancés en 2022. Elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Le Compte de Gestion du budget annexe du Théâtre de l'Ardailon n'appelle aucune observation ni réserve.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE le compte de gestion 2022 du budget annexe du Théâtre de l'Ardailon.

Délibération n° 2023-03-23-2c

Objet : Compte Administratif 2022 du budget principal de la Commune.

Le Compte Administratif retrace les réalisations budgétaires de l'année. Il doit être approuvé en tout point conforme au Compte de Gestion du comptable public.

Pour l'exercice 2022, elles s'élèvent :

En section de fonctionnement à 10 599 207.47 € en dépenses et à 11 426 369.62 € en recettes ;

En section d'investissement à 4 757 836.73 € en dépenses et à 5 174 662.00 € en recettes ;

Le Compte Administratif laisse ainsi apparaître un excédent de fonctionnement de 827 162.15 € et un excédent d'investissement de 416 825.27 €.

A ces résultats, les reports de l'exercice 2021 ont été repris pour un excédent de 2 376 833.78 € en section de fonctionnement et un déficit de 1 344 261.00 € en section d'investissement.
L'excédent net de clôture s'élève donc à 3 203 995.93 € en section de fonctionnement et le déficit net de clôture à 927 435.73 € en section d'investissement.
En l'absence de Monsieur le Maire, sous la Présidence de Monsieur Bernard SAUCEROTTE, 1^{er} Adjoint, il est donc demandé au Conseil Municipal de voter le Compte Administratif 2022 du budget principal de la commune.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (21 Pour / 6 Abstentions / 2 Absents)
VOTE le compte administratif 2022 du budget principal de la commune.

Délibération n° 2023-03-23-2d

Objet : Compte Administratif 2022 du budget annexe du Théâtre de l'Ardillon.

Le Compte Administratif retrace les réalisations budgétaires de l'année. Il doit être approuvé en tout point conforme au Compte de Gestion du comptable public.

Pour l'exercice 2022, elles s'élèvent :

En section de fonctionnement à 243 126.29 € en dépenses et à 248 502.70 € en recettes ;

En section d'investissement à 20 527.34 € en dépenses et à 25 662.25 € en recettes ;

Le Compte Administratif laisse ainsi apparaître un excédent de fonctionnement de 5 376.41 € et un excédent d'investissement de 5 134.91 €.

A ces résultats, les reports de l'exercice 2021 ont été repris pour un excédent de 2 338.50 € en section de fonctionnement et un excédent de 17 593.73 € en section d'investissement.

L'excédent net de clôture s'élève donc à 7 714.91 € en section de fonctionnement et l'excédent net de clôture à 22 728.64 € en section d'investissement.

En l'absence de Monsieur le Maire, sous la Présidence de Monsieur Bernard SAUCEROTTE, 1^{er} Adjoint, il est donc demandé au Conseil Municipal de voter le Compte Administratif 2022 du budget annexe du Théâtre de l'Ardillon.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (21 Pour / 6 Abstentions / 2 Absents)
VOTE le compte administratif 2022 du budget annexe du Théâtre de l'Ardillon.

Délibération n° 2023-03-23-2e

Objet : Affectation de résultat de fonctionnement 2022 du Budget Principal de la Commune.

L'affectation du résultat d'exploitation du Compte Administratif de chaque budget permet de constater le résultat de la section d'exploitation de l'exercice passé et ensuite d'affecter le résultat en priorité :

A l'apurement d'un éventuel déficit d'exploitation antérieur (report à nouveau débiteur) ;

A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068) ;

Pour le solde, en excédent d'exploitation reporté (report à nouveau créditeur) ou en dotation complémentaire en réserve (compte 1068).

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 du budget principal de la commune qui s'élève à la somme de 3 203 995.93 €, est affecté comme suit :

-Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » 2 276 560.20 €.

-Section d'investissement – recettes – article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » 927 435.73€.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (22 Pour / 6 Abstentions / 1 Absent)
DECIDE d'affecter le résultat de fonctionnement du compte administratif 2022 du budget principal de la commune comme suit :

-Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » 2 276 560.20 €.

-Section d'investissement – recettes – article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » 927 435.73€.

Délibération n° 2023-03-23-2f

Objet : Affectation de résultat de fonctionnement 2022 du Budget annexe du Théâtre de l'Ardillon.

L'affectation du résultat d'exploitation du Compte Administratif de chaque budget permet de constater le résultat de la section d'exploitation de l'exercice passé et ensuite d'affecter le résultat en priorité :
A l'apurement d'un éventuel déficit d'exploitation antérieur (report à nouveau débiteur) ;
A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068) ;
Pour le solde, en excédent d'exploitation reporté (report à nouveau créditeur) ou en dotation complémentaire en réserve (compte 1068).

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon qui s'élève à la somme de 7 714.91 €, est affecté comme suit :

-Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » 7 714.91 €.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (22 Pour / 6 Abstentions / 1 Absent)

DECIDE d'affecter le résultat de fonctionnement du compte administratif 2022 du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon comme suit :

Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » 7 714.91 €.

Délibération n° 2023-03-23-2g

Objet : Budget Primitif 2023 de la commune.

Le Budget Primitif 2023 de la commune et ses états annexes sont présentés à l'approbation du Conseil Municipal.

Le vote s'effectue au niveau du chapitre budgétaire pour la section de fonctionnement et par opération en section d'investissement.

Il est voté avec la reprise du résultat de 2022.

Le Budget Primitif de la commune s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 14 221 543.20 euros en section de fonctionnement et à la somme de 8 633 224.52 euros en section d'investissement.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées,

FONCTIONNEMENT :

Dépenses : à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

Recettes : à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

INVESTISSEMENT :

Dépenses : à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

Recettes : à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

VOTE par chapitre en fonctionnement et par opération en investissement, le budget primitif 2023 du budget principal de la commune de Vias avec la reprise du résultat 2022, arrêté en dépenses et en recettes à la somme de 14 221 543.20 euros en section de fonctionnement et à la somme de 8 633 224.52 euros en section d'investissement.

Délibération n° 2023-03-23-2h

Objet : Budget Primitif 2023 du Théâtre de l'Ardaillon.

Le Budget Primitif 2023 du Théâtre de l'Ardaillon et ses états annexes sont présentés à l'approbation du Conseil Municipal.

Le vote s'effectue au niveau du chapitre budgétaire pour la section de fonctionnement et par opération en section d'investissement.

Il est voté avec la reprise du résultat de 2022.

Le Budget Primitif du Théâtre de l'Ardaillon s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 323 972.00 euros en section de fonctionnement et à la somme de 50 728.64 euros en section d'investissement.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées,

FONCTIONNEMENT :

Dépenses : à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

Recettes : à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

INVESTISSEMENT :

Dépenses : à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

Recettes : à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

VOTE par chapitre en fonctionnement et par opération en investissement, le budget primitif 2023 du budget annexe du Théâtre de l'Ardillon avec la reprise du résultat 2022, arrêté en dépenses et en recettes à la somme de 323 972.00 euros en section de fonctionnement et à la somme de 50 728.64 euros en section d'investissement.

Délibération n° 2023-03-23-2i

Objet : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement 2023.

Certains projets d'investissement de la commune au caractère pluriannuel ont fait l'objet, lors du vote du BP 2015, d'une autorisation de programme conformément à l'ordonnance N° 2005 – 1027 du 26 Août 2005.

Il est nécessaire, en fonction du déroulement de ces opérations, de préciser la répartition prévisionnelle des crédits de paiement, de confirmer, de réactualiser ou de solder les autorisations de programme. Ceci permet un meilleur suivi et facilite la gestion administrative et comptable en permettant de mobiliser les crédits en fonction des échéances de paiement. Il est rappelé que l'autorisation de programme constitue la limite supérieure des engagements à effectuer ; les crédits de paiement, inscrits au budget de l'exercice, constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les Autorisations de Programme suivantes et leurs Crédits de Paiement :

AUTORISATIONS DE PROGRAMME :

CREM Contrat de performance énergétique

Le Marché du CREM étant arrivé à son terme, cette autorisation de programme est annulée.

2- Aménagement de l'avenue de la Méditerranée

Cette autorisation de programme, initialement chiffrée à 15 748 800€ (montant comprenant plusieurs tranches optionnelles), s'élèvera à 10 569 900€ dont 615 000€ de frais d'études.

AUTORISATION DE PROGRAMME	Montant HT AP	Montant TTC AP	Réalisé antérieur au 31/12/22 TTC	CREDITS DE PAIEMENT TTC	
				2023	2024 et suivants
Aménagement de l'avenue de la Méditerranée AP 2016-03	10 569 900.00	12 683 880.00	7 783 100.46	4 800 000.00	100 779.54

3- Réalisation d'une ZAC

Cette autorisation de programme est chiffrée à 3 759 706.67 € HT (maîtrise d'œuvre et travaux SNCF compris).

AUTORISATION DE PROGRAMME	Montant HT AP	Montant TTC AP	Réalisé antérieur au 31/12/22 TTC	CREDITS DE PAIEMENT TTC	
				2023	2024 et suivants
Réalisation d'une ZAC AP 2021-01	3 759 706.67	4 511 648.00	900 924.77	800 000.00	2 810 723.23

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (22 Pour / 2 Contre / 4 Abstentions / 1 Absent)

ADOpte les autorisations de programme détaillées ci-dessus, fixant la limite supérieure des engagements à effectuer sur ces projets ainsi que la répartition prévisionnelle des crédits de paiement.

Délibération n° 2023-03-23-2j

Objet : Subventions accordées au CCAS et au Théâtre de l'Ardillon.

Afin d'équilibrer les budgets annexes du CCAS et du Théâtre de l'Ardillon, la commune leur verse chaque année une subvention d'équilibre.

Pour l'exercice 2023, Monsieur le Maire propose d'accorder une subvention de 213 834.94 € au Centre Communal d'Action Sociale et une subvention de 266 255.09 € au Théâtre de l'Ardillon.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (25 Pour / 2 Contre / 1 Abstention / 1 Absent)

DECIDE d'accorder une subvention au titre de l'année 2023 au Centre Communal d'Action Sociale de 213 834.94 €.

DECIDE d'accorder une subvention au titre de l'année 2023 au Théâtre de l'Ardillon de 266 255.09 €.

PRECISE que les subventions pourront être versées sous forme d'acomptes.

Délibération n° 2023-03-23-2k

Objet : Subventions accordées à diverses associations.

Les associations dont la liste figure ci-dessous ont présenté un dossier de demande de subvention complet afin de solliciter une aide financière au titre de l'année 2023.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

DECIDE d'accorder une subvention au titre de l'année 2023 aux associations suivantes :

* L'Atelier Viassois	1 000 €
* Festa Fabo	800 €
* De fil en aiguille	300 €
* Palettes et Couleurs Viassoises	950 €
* Anciens combattants - ACPG	350 €
* Volley Club	500 €
* Vias Beach Bikers	1 000 €
* VTT-VTC	1 000 €
* Cyclotourisme club	600 €
* Vias Judo	2 000 €
* Swing 42	3 000 €
* GAIA	500 €
* Assoc Républicaine des Anciens combattants	350 €
* Comme chez soie	1 000 €
* Acte Viassois	500 €
* Association Ecole Jean Moulin	12 300 €
* Bâton club Viassois	1 000 €
* Les volants Viassois	1 000 €
* MMA Méditerranée Multi Art	500 €
* Association Scolaire les Coquelicots	3 000 €
* Vias Danse	2 000 €
* Viens, on chante	1 000 €
* Sous réserve d'attribution :	37 850 €

PRECISE que les subventions pourront être versées sous forme d'acomptes.

Délibération n° 2023-03-23-2l

Objet : Subvention accordée à l'Association Aviron Agathois.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 500 euros à l'Association Aviron Agathois, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote

DECIDE d'accorder une subvention de 500 euros à l'Association Aviron Agathois, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2m

Objet : Subvention accordée à l'Association PAVIDOC.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 2 000 euros à l'Association PAVIDOC, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote

DECIDE d'accorder une subvention de 2 000 euros à l'Association PAVIDOC, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2n

Objet : Subvention accordée au Club du 3^{ème} Age.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 1 000 euros à l'Association Club du 3^{ème} Age, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote

DECIDE d'accorder une subvention de 1 000 euros à l'Association Club du 3^{ème} Age, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2o

Objet : Subvention accordée à l'Association Tennis Club Viassois.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 5 000 euros à l'Association Tennis Club Viassois, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote

DECIDE d'accorder une subvention de 5 000 euros à l'Association Tennis Club Viassois, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2p

Objet : Subvention accordée à l'Association Gymnastique Viassoise.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 300 euros à l'Association Gymnastique Viassoise, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote

DECIDE d'accorder une subvention de 300 euros à l'Association Gymnastique Viassoise, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2q

Objet : Subvention accordée à l'Association Boule Joyeuse.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 2 000 euros à l'Association Boule Joyeuse, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 2 000 euros à l'Association Boule Joyeuse, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2r

Objet : Subvention accordée à l'Association Saint Hubert Club Viassois.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 2 000 euros à l'Association Saint Hubert Club Viassois, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 2 000 euros à l'Association Saint Hubert Club Viassois, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2s

Objet : Subvention accordée à l'Association UNC.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 350 euros à l'Association UNC, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 350 euros à l'Association UNC, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2t

Objet : Subvention accordée à l'Association Vias Trail Running.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 500 euros à l'Association Vias Trail Running, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 500 euros à l'Association Vias Trail Running, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2u

Objet : Subvention accordée à l'Association Vias en Jazz.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 2 000 euros à l'Association Vias en Jazz, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés

à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 2 000 euros à l'Association Vias en Jazz, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2v

Objet : Subvention accordée à l'Association Walking Foot Vias.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 1 000 euros à l'Association Walking Foot Vias, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 1 000 euros à l'Association Walking Foot Vias, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2w

Objet : Subvention accordée à l'Association Comité des fêtes.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 20 000 euros à l'Association Comité des fêtes, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 20 000 euros à l'Association Comité des fêtes, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2x

Objet : Subvention accordée à l'Association FNACA.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 350 euros à l'Association FNACA, au titre de l'année 2023.
Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 350 euros à l'Association FNACA, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2y

Objet : Subvention accordée à l'Association Vias Châtel.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 500 euros à l'Association Vias Châtel, au titre de l'année 2023.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote
DECIDE d'accorder une subvention de 500 euros à l'Association Vias Châtel, au titre de l'année 2023.

Délibération n° 2023-03-23-2z

Objet : Fixation des taux d'imposition des impôts directs locaux.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il y aurait lieu de fixer les taux d'imposition de l'exercice 2023.

Compte tenu de la hausse du prix de l'énergie et de l'inflation des prix des matières premières en 2023, la commune va devoir faire face à une forte augmentation de ses dépenses de fonctionnement.

Afin de parer à cette hausse des dépenses de fonctionnement, Monsieur le Maire propose de modifier les taux d'imposition comme suit :

Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties :	48.30 %
Taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties :	64.94%
Taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires :	15.92 %

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (22 Pour / 6 Contre / 1 Absent)

DECIDE de fixer les taux d'imposition sur l'exercice 2023 comme suit :

Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties :	48.30 %
Taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties :	64.94%
Taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires :	15.92 %

Délibération n° 2023-03-23-2aa

Objet : Travaux d'installation de feux tricolores et d'une borne escamotable avenue de la Méditerranée – demande de subvention au titre des amendes de police 2023.

La commune de Vias a lancé depuis 2018 un projet de réhabilitation de l'avenue de la Méditerranée qui s'inscrit dans une redynamisation de la station de Vias Plage.

Les travaux réalisés en 2023 sur ce projet vont permettre à tous les usagers de pouvoir emprunter l'avenue de manière sécurisée et fluide.

En effet, la voirie actuelle, inadaptée à la circulation piétonne et des cycles, va être remplacée par une voie monodirectionnelle sécurisée partagée avec les cycles sur laquelle vont être installés des feux tricolores.

Également, la mise en place de bornes amovibles permettra de rendre ponctuellement l'avenue à cent pour cent piétonne pour certaines manifestations.

Le coût de l'installation de feux tricolores sur le bouclage Est et de bornes amovibles sur l'avenue de la Méditerranée est estimé à :

52 639.65 € HT pour la mise en place de feux tricolores,
62 000.00 € HT pour la mise en place de bornes amovibles,
soit un coût total de : 114 639.65 € HT.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (26 Pour / 2 Abstentions / 1 Absent)

DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental au titre de la répartition du produit des amendes de police pour le projet susvisé.

AUTORISE Monsieur le Maire à apposer toute signature nécessaire au règlement de ce dossier.

Délibération n° 2023-03-23-2bb

Objet : Travaux de voirie – demande de subventions.

La ville de Vias a entamé depuis plusieurs années une campagne de réfection de voiries et trottoirs afin d'améliorer le quotidien des administrés de la commune.

Les travaux se poursuivent cette année avec des travaux sur le cadre pluvial et la pose de caniveau en périphérie d'une fontaine.

Le montant de ces travaux est estimé à :

52 574.40 € pour les travaux sur le cadre pluvial,
17 406.56 € pour la pose d'un caniveau en périphérie de fontaine.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (26 Pour / 2 Abstentions / 1 Absent)

DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès du Conseil Régional, du Conseil Départemental ou toute autre structure susceptible d'apporter leur soutien financier à ce projet, et à signer tous les documents s'y rapportant.

Délibération n° 2023-03-23-3a

Objet : Convention de mise à disposition et d'utilisation, à titre gratuit, du logiciel « HYDRACLIC » – Gestion des points d'eau incendie, par le SDIS de l'Hérault

Dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée collabore avec les services communaux pour maintenir voire améliorer la gestion et l'efficacité du parc incendie.

A ce titre et pour suivre l'évolution quotidienne du service public de la DECI, un travail a été mené avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS) pour que chaque commune, chaque responsable de service technique et chaque chargé de missions prévention puisse avoir un accès en lecture seule pour vérifier les caractéristiques des Points d'Eau Incendie de leur commune.

Ainsi, une convention de mise à disposition, à titre gracieux, du logiciel « Hydraclac » est proposée pour permettre à la ville de Vias une gestion collaborative des Points d'Eau Incendie dans les limites de son territoire de compétence.

Le logiciel permettra à l'utilisateur de réaliser les actions suivantes :

La consultation des informations relatives aux Points d'Eau Incendie (PEI) ;

La mise à jour de certaines données (implantation ou création, demande de suppression, déplacement, performances hydrauliques, modifications des caractéristiques, anomalies...) ;

Le suivi des contrôles techniques ;

Le suivi des actions de maintenance en condition opérationnelle ;

La modification de l'état des PEI (indisponibilité temporaire, remise en service, conforme/non conforme) ;

L'impression de documents ;

La réalisation de statistiques ;

La visualisation de cartographies.

La convention prendra effet à compter de sa signature et sera conclue pour une durée d'un an aux termes de laquelle elle se renouvellera par tacite reconduction.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE la convention de mise à disposition et d'utilisation du logiciel « Hydraclac » du S.D.I.S. de l'Hérault.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention susvisée et tout acte administratif ou notarié ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 2023-03-23-3b

Objet : Convention de servitude pour l'enfouissement d'un câble électrique sous le chemin traversant la parcelle cadastrée DD0024, le Petit Rudel

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS va procéder au renforcement de l'alimentation électrique du Cap d'Agde, bouclant le secteur depuis le poste source de Vias.

A cet effet, une ligne électrique souterraine va être déployée sous le chemin traversant la parcelle cadastrée DD 0024, le Petit Rudel propriété de la ville de Vias. Une convention de servitude, jointe au présent dossier, permet d'encadrer la démarche et autoriser ENEDIS à procéder aux travaux.

La convention de servitude consentie à ENEDIS prévoit :

L'autorisation de positionner, sur une emprise de trois mètres de large, deux canalisations souterraines ainsi que leurs accessoires et ce sur une longueur totale d'environ 180 mètres,

La pose éventuelle de bornes de repérages,

La possibilité de procéder aux élagages, enlèvement, abattage ou dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gêneraient leur pose ou pourraient, par leur mouvement, chute ou croissance, occasionner des dommages aux ouvrages,

Le droit d'utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et de réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

La convention prendra effet à compter de sa signature et sera conclue pour toute la durée de vie des ouvrages et de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant dans une emprise moindre.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE la convention de servitude pour l'enfouissement d'un câble électrique sous le chemin traversant la parcelle cadastrée DD0024, ENEDIS et la commune de Vias.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention susvisée et tout acte administratif ou notarié ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 2023-03-23-3c

Objet : Convention de mise à disposition parcellaire au profit d'ENEDIS

Dans le cadre des travaux d'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique de la ville d'Agde par la réalisation d'un bouclage depuis le poste source de Vias, ENEDIS envisage d'installer des ouvrages et équipements sur la parcelle cadastrée DA 103 Le Devois, propriété de la commune de Vias.

A cet effet, la fourniture et la pose d'une armoire de coupure de type AC3M ainsi que ses accessoires est envisagée sur le terrain ci-dessus désigné.

L'emprise estimée pour l'installation des équipements et ouvrages est de 15 m² environ, intégrant les emprises de tranchées permettant d'alimenter ladite armoire de coupure et de déployer le réseau. Tous les équipements et ouvrages objets de cette convention sont entretenus et renouvelés par ENEDIS.

En sa qualité de propriétaire de la parcelle concernée, la ville de Vias s'engage à entretenir le terrain et permettre un droit de passage permanent à ENEDIS et ses prestataires.

Cette occupation domaniale, prévue par les termes de la convention jointe, est consentie à titre gracieux. Elle prendra effet à compter de sa signature et sera conclue pour toute la durée de vie des ouvrages.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE la convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée DA0103 pour l'installation d'ouvrages nécessaires à la réalisation d'un bouclage permettant l'alimentation du réseau électrique de distribution publique de la ville d'Agde, ENEDIS et la commune de Vias.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention susvisée et tout acte administratif ou notarié ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 2023-03-23-3d

Objet : Convention de participation financière aux investissements nécessaires à la fourniture et à la pose de conteneurs enterrés sur le domaine public

Par délibération n° 2023-01-31-3c en date du 31 janvier 2023, la ville de Vias a décidé de procéder à l'installation de conteneurs enterrés sur le domaine public, lesquels travaux pourraient, en contrepartie, bénéficier d'un co-financement partiel par la société Kordiance, porteuse d'un projet de construction de 45 logements situé à proximité des conteneurs.

Elargir l'utilisation des équipements publics à l'usage privé permettrait non seulement de mutualiser ce type d'équipement, limiter les manutentions et rotations de camions et limiter le nombre de dispositifs par un cofinancement public-privé des travaux.

Les conditions de co-financement de ces dispositifs de collecte sont conformes à la délibération de janvier dernier. En effet, elles prévoient les dispositions suivantes :

Réalisation des travaux par la commune de Vias

Financement de la commune de Vias : 100 000 euros TTC, soit 62,5% du coût global

Financement de la société Kordiance : 60 000 euros TTC, soit 37,5% du coût global

Versement de la totalité de la participation de Kordiance à la commune de Vias à la déclaration d'ouverture de chantier

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (26 Pour / 2 Contre / 1 Absent)

APPROUVE le projet de convention de participation financière aux investissements nécessaires à la fourniture et à la pose de conteneurs enterrés sur le domaine public, joint.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention susvisée et tout acte administratif ou notarié ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 2023-03-23-3e

Objet : Acquisition des parcelles cadastrées section DB 0042 et DB 0050 lieu-dit « LE PARADIS » à la SAFER OCCITANIE

Dans le cadre de la mise en place d'un Schéma d'Intervention Foncière (SIF), approuvé par délibération du Conseil Municipal du 19 septembre 2012, la commune de Vias, en partenariat avec le Département de l'Hérault, le Conservatoire du Littoral et la SAFER, a souhaité mener une action foncière concertée et adaptée aux diverses situations locales.

A cette fin, des périmètres d'intervention spécifiques ont été délimités afin que chaque organisme puisse avoir, de manière complémentaire, une action privilégiée en adéquation avec ses moyens et ses compétences.

Les missions confiées à la SAFER permettent d'accompagner la stratégie communale de préservation des espaces ruraux, de favoriser l'aménagement foncier restructurant pour répondre aux sollicitations des porteurs de projet et de conforter les exploitations agricoles et para-agricoles existantes ou en devenir.

Les principales actions menées par la SAFER sont les suivantes :

Surveiller et anticiper les cessions foncières pour en assurer une orientation raisonnée et concertée dans le respect de l'esprit des réglementations existantes tout en évitant la spéculation foncière,

Rationaliser la gestion du foncier dont la commune dispose par une revente ponctuelle et surtout une mise en valeur agricole par des locations,

Animer le foncier pour favoriser la création d'îlots de taille et de structure compatibles avec une activité agricole productive.

A ce titre, la SAFER Occitanie, s'est portée acquéreur des parcelles cadastrées DB 0042 et DB 0050 lieu-dit « LE PARADIS » situées en zone AO et zone N au Plan Local d'Urbanisme d'une superficie totale de 4 082 m².

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (26 Pour / 2 Abstentions / 1 Absent)

APPROUVE l'acquisition par la commune des parcelles cadastrées DB 0042 et DB 0050 lieu-dit « LE PARADIS », d'une superficie totale de 4 082 m² au prix de 4 380,00 € TTC,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir ainsi que tout document y afférent.

Délibération n° 2023-03-23-3f

Objet : 4^{ème} opération « 8000 arbres par an » du Département de l'Hérault

Le Département de l'Hérault est engagé depuis plusieurs années en faveur de la préservation de l'environnement et de la biodiversité dans une ambition de résilience des territoires face au changement climatique.

Parmi les actions caractéristiques de cet engagement, le Département a lancé depuis l'opération « 8000 arbres par an pour l'Hérault » visant à faire don d'arbres aux communes pour les promouvoir dans l'espace public en insufflant une prise de conscience collective.

En 2020, la Commune a obtenu l'attribution de 50 arbres (tilleuls à petites feuilles, arbres de Judée et micocouliers) afin d'arborer le parking du cimetière de la Gardie.

En 2021, la commune a reçu 100 arbres dont 10 pins pignons, 20 margousiers, 20 figuiers, 20 micocouliers de Provence et 30 tamaris d'été afin de végétaliser le parcours sportif de la Cresse et un merlon le long de la RD 612.

En 2022, désireuse de mener à bien sa démarche à caractère environnemental, la ville a poursuivi les plantations sur le merlon (30 tamaris supplémentaires) et a végétalisé l'enceinte de l'école Geneviève de Gaulle (5 cerisiers et 5 abricotiers du Roussillon).

La ville souhaite renouveler cette démarche à caractère environnemental cette année en poursuivant la végétalisation sur Vias-plage et en procédant à la plantation de 10 tamaris le long du passage PMR d'accessibilité à la plage.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

ACCEPTE d'accepter la cession à l'amiable et à titre gratuit, sans déclassement préalable, conformément à l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques de 10 arbres,

AFFECTE ces plantations aux espaces publics communaux suivants accès PMR de la plage de Vias plage.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer au nom et pour le compte de la Commune tous les actes relatifs à la mise en œuvre de ces décisions.

Délibération n° 2023-03-23-4a

Objet : Création d'emplois non permanents

Conformément à l'article L 332-23 du Code général de la fonction publique, les collectivités peuvent recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face, notamment, à un accroissement saisonnier d'activité.

Par ailleurs, conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient ainsi au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

DECIDE la création des emplois non permanents saisonniers à temps complet suivants :

5 emplois d'adjoint technique au sein des Services Techniques pour l'exercice de missions polyvalentes d'entretien des plages et des sanitaires et de gestion logistique des festivités, rémunérés sur la base du 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique territorial ;

4 emplois d'assistant temporaire de police municipale au sein du Service Police Municipale pour l'exercice de missions de surveillance et de prévention, rémunérés sur la base du 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique territorial ;

4 emplois d'animateur au sein de l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) pour l'exercice de missions d'animation, rémunérés sur la base du 1^{er} échelon du grade d'adjoint d'animation territorial.

PREVOIT d'inscrire les crédits correspondants au budget, chapitre 012.

Délibération n° 2023-03-23-4b

Objet : Indemnités de fonction du Maire, des Adjoints au Maire et des Conseillers Municipaux Délégués

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée délibérante qu'à chaque renouvellement du Conseil Municipal et dans les trois mois suivant son installation, le montant des indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des Conseillers Municipaux Délégués doit être fixé par délibération, conformément aux articles L 2123-20 et L 2123-24-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), accompagnée obligatoirement d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil Municipal.

Les indemnités de fonction des élus sont fixées par le CGCT et calculées sur la base des éléments suivants :
de l'indice brut terminal de la fonction publique,

de la strate démographique dans laquelle s'inscrit la commune.

Il précise que pour notre commune, la strate démographique se situe entre 3 500 et 9 999 habitants.

Ainsi, le taux maximal de l'indemnité de fonction du Maire correspond à 55 % de l'indice brut terminal de la fonction publique.

Le taux maximal des indemnités de fonction des Adjoints au Maire correspond à 22 % de l'indice brut terminal de la fonction publique pour chacun d'entre eux.

Les Conseillers Municipaux Délégués des communes de moins de 100 000 habitants peuvent prétendre à des indemnités de fonction, dans le respect de l'enveloppe constituée par les indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjoints.

Monsieur le Maire propose que dans ce cadre :

l'indemnité du Maire corresponde à 55 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,

l'indemnité des Adjoints au Maire corresponde à 19 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,

l'indemnité des Conseillers Municipaux Délégués corresponde à 6 % de l'indice brut terminal de la fonction publique et respecte l'enveloppe indemnitaire globale.

Dans ce cadre, le Conseil Municipal du 11 juin 2022 a délibéré afin de déterminer les montants de ces indemnités de fonction. Le décret n° 2022-994 du 07 juillet 2022 a modifié les indices brut et majoré correspondant à l'indice brut terminal de la fonction publique à dater du 1^{er} juillet 2022. Ces indices brut et majoré ayant été expressément mentionnés dans la délibération susvisée, il convient de modifier son intitulé en ne mentionnant que l'indice brut terminal de la fonction publique, sans référence aux indices brut et majorés correspondant, permettant ainsi l'application automatique des revalorisations futures.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Et par vote à mains levées, à la majorité (26 Pour / 2 Abstentions / 1 Absent)

FIXE le montant des indemnités des élus en respectant l'enveloppe indemnitaire de façon suivante :

- pour le Maire, 55 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- pour les Adjoints au Maire, 19 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- pour les Conseillers Municipaux Délégués, 6 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,

D'INSCRIRE les crédits nécessaires au budget communal,
DE TRANSMETTRE au représentant de l'Etat dans l'arrondissement la présente délibération et le tableau annexé récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

Délibération n° 2023-03-23-4c

Objet : Modification du tableau des effectifs

A la suite de mobilités intervenues au sein des services de la commune, Monsieur le Maire propose de modifier le tableau des effectifs et de créer :

un emploi permanent de chargé de conception graphique à temps complet, correspondant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Il est précisé que cet emploi pourra être occupé par un agent contractuel conformément à l'article L 332-8 2° du Code général de la fonction publique autorisant le recrutement d'un contractuel lorsque les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (26 Pour / 2 Abstentions / 1 Absent)

DECIDE:

de modifier le tableau des effectifs du personnel ;

de créer un emploi permanent de chargé de conception graphique à temps complet, correspondant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

de prévoir la possibilité d'avoir recours à un agent contractuel conformément à l'article L 332-8 2° du Code général de la fonction publique autorisant le recrutement d'un contractuel lorsque les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi.

de prévoir et d'inscrire les crédits correspondants au budget, chapitre 012.

L'ordre du jour est épuisé. La séance est levée à 19H15.

Maître Jordan DARTIER
Maire de Vias



Compte rendu affiché le : 27/03/2023